

# **CONVENTION PATRIOTIQUE DES FORCES DE GAUCHE (CPFG)**

PCB, CDP, PSD-Bélier, CSTB, FESYNTRA-Finances, UNSEB, UNAPEEB, ANADEC, ODHP, CCUMAB, CPCM, MFLPP

Tél : 98 33 29 88/ 90 91 41 97

## **COMMUNIQUE**

### **AUCUNE ELECTION TRANSPARENTE N'EST POSSIBLE AU BENIN SOUS LE POUVOIR DE BONI YAYI.**

### **CORRECTION DE LA LEPI : IL FAUT ARRETER LA COMEDIE, LE VOL ET L'ESCROQUERIE.**

Ce lundi 25 novembre 2014, plus d'une semaine après le démarrage des opérations d'enregistrement complémentaire pour la LEPI, l'évidence apparait à tout le monde : c'est tout simplement la pagaille et une farce. Il n'y a pas de quartier ni de village où les populations ne se plaignent : absence de tout affichage 4 jours après un processus prévu pour 10 jours ; noms absents de personnes qui ont à la main leur fiche d'inscription, kits absents ou sans batterie fonctionnelle, bref, patience mise à rude épreuve. Excédées, elles déchirent parfois les feuilles qui pendent sur les murs ou jonchent le sol. Et une semaine après le début de cette belle pagaille, les organisateurs apparaissent et semblent la découvrir.

C'est d'abord le Président du COS-LEPI qui sur Canal 3 annonce que la LEPI ne sera pas prête à bonne date et qu'en fait, il faut un miracle pour que les élections aient lieu au premier trimestre 2015. Ainsi les maires illégitimes et illégaux devraient rester ou partir sans rendre compte.

C'est ensuite Barthélémy KASSA et Eric N'DAH, comme deux larrons en foire qui s'offusquent devant les caméras depuis l'Atacora de ne pas avoir retrouvé leurs noms sur les listes. Pincés sans rire, ils crient au sabotage et ne comprennent pas comment après les milliards dépensés, on peut se retrouver sans ou avec des kits en panne. Enfin, c'est le «Matinal» qui informe (scandalisé) que, Abdoulaye Bio TCHANE n'a pas retrouvé son nom sur les listes. Comme si les milliers de plainte des gens du peuple depuis des jours ne comptent que pour des prunes, rien.

Arrêtons cette comédie.

Derrière les invectives officielles entre députés, gouvernement, COS-LEPI et autres chefs de partis, il y a comme une division du travail au sommet de l'Etat ; les rôles sont distribués dans les coulisses, et chacun vient sur scène jouer sa part de comédie au peuple :

- Il y a ceux qui ont à charge de mobiliser le plus gros trésor de guerre en exigeant chaque jour un nouveau budget pour la réalisation, actualisation, correction, audit de la LEPI ;
- Ceux qui positionnent leurs protégés sans formation aux postes clés techniques pour pomper les fonds tout en bâclant consciemment ou par insuffisance de formation le travail afin qu'il n'aboutisse jamais ;
- Ceux qui sont chargés de crier au sabotage, à la fraude régionaliste pour justifier les reports, les nouveaux décaissements de fonds ;
- Ceux qui sont chargés de concocter finalement une liste bâclée, truquée ; truquée sous prétexte de l'urgence pour conduire au nouveau K.O électoral ; etc.
- Mais tous doivent essayer de convaincre par des chemins différents qu'ils veulent et œuvrent à la bonne tenue des élections transparentes et que l'échec dépend des autres, semant ainsi la confusion.

C'est comme si tout est mis en œuvre pour provoquer, officialiser le chaos après nos dizaines de milliards envolés en fumées, engloutis dans leurs poches. On dirait un gang qui joue une mauvaise comédie au sommet de l'Etat et qui se gausse du peuple tout en empochant les milliards que ses membres partagent dans les coulisses, derrière les rideaux en riant bien du peuple idiot.

Il apparaît chaque jour plus clair qu'il n'y aura aucune élection transparente avec YAYI Boni et sa bande. Il apparaît plus clair que demain n'est pas le jour du départ de ces maires illégaux et

illégitimes qui profitent de chaque jour de plus pour voler toujours plus. L'annonce de leur remplacement éventuel par les Secrétaires Généraux constitue une situation d'exception qui viole le droit démocratique des citoyens à élire leurs maires et qui voudrait avaliser tous les vols commis. Il faut arrêter ça ; il faut arrêter la comédie, le vol, l'escroquerie.

Il faut disperser le COS-LEPI et arrêter tous ces messieurs pour leur faire rendre ce qu'ils ont extorqué au peuple. Il faut les chasser avant qu'ils ne vident complètement les caisses ; il faut les chasser pour leur arracher ce qu'ils ont volé. Il faut destituer tout de suite ces maires illégaux positionnés et illégalement maintenus pour voler le peuple et truquer les élections au profit de l'autocrate et des apatrides ; comme ils l'ont toujours fait. Il faut demander les comptes à ces maires de leur gestion.

La Convention Patriotique des Forces de Gauche appelle le peuple à se prendre en charge et prendre en charge son propre destin.

Cotonou, le 25 novembre 2014

**La Convention Patriotique des Forces de Gauche**